

Mali : Fabius n'exclut pas une intervention militaire



En tournée en Afrique de l'Ouest, le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius était ce samedi à Dakar où il a été reçu par le président Macky Sall pour évoquer la situation au Mali. Le chef de la diplomatie française n'exclut pas une intervention militaire. Reportage.

Laurent Fabius fait escale à Dakar pour trouver une porte de sortie à la crise qui frappe le Mali depuis le 22 mars. Après le Niger et le Burkina Faso, le ministre français des Affaires étrangères est arrivé ce vendredi soir au pays de la Teranga. Entamée la veille à Niamey, la tournée ouest-africaine du chef de la diplomatie française s'est poursuivie à la capitale sénégalaise après une visite de quelques heures à Ouagadougou. Au cours de son entretien avec le président Macky Sall, Laurent Fabius n'a pas exclu une intervention militaire dans le Nord-Mali.

Rencontre avec Macky Sall.

Samedi matin, Laurent Fabius s'est entretenu pendant environ une heure au palais de la République avec le président Macky Sall. « Tout est réuni pour une nouvelle et excellente page dans les relations entre le Sénégal et la France, se félicite le ministre français des Affaires étrangères à la sortie de l'audience. Que ce soit sur le plan bilatéral ou sur le plan multilatéral, nos analyses, nos orientations, nos décisions sont tout à fait convergentes. Je suis sûr que nous allons pouvoir construire de belles et utiles choses ensemble, déclare-t-il »

Comme avec les présidents nigérien et burkinabè, Mahamadou Issoufou et Blaise Compaoré, Laurent Fabius a longuement évoqué la situation du Mali avec Macky Sall. D'entrée, le chef de la diplomatie française salue devant la presse « le retour du **président Traoré** à Bamako ». Selon lui, la solution passe par « un triangle : démocratie, développement, sécurité ». « Démocratie, c'est l'effort qu'est en train d'accomplir, avec je l'espère le concours de tous, le président Traoré pour avoir un gouvernement de large union qui fasse appel à la bonne volonté des uns et des autres. Ce gouvernement démocratique, large, est nécessaire si l'on veut retrouver les chemins du développement surtout que le Mali a à faire face à une situation humanitaire très compliquée en ce moment », appelle de ses vœux Laurent Fabius. Et de prévenir : « Mais, tout ceci n'est possible que si vous avez la sécurité. La sécurité à la fois au Sud et la sécurité dans l'ensemble du Mali, dont l'intégrité doit être respectée ».

Fabius n'exclut pas une intervention militaire

Le chef de la diplomatie française n'exclut pas d'employer la force. « Les groupes terroristes regroupés sous l'étiquette AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique, ndlr) ne peuvent pas être acceptés compte tenu de la menace qu'ils font peser sur le Mali bien sûr, sur l'ensemble de la région et de façon générale sur l'ensemble des démocraties », met-il en garde. « La France entend jouer un rôle de facilitateur. S'il se trouve, et c'est fort probable, que le groupe terroriste AQMI maintient ses positions et ses pratiques, qui sont inadmissibles, et bien il faudra que le moment venu cette question soit réglée comme elle doit l'être, par les Africains d'abord », souligne Laurent Fabius.

« Il est donc nécessaire que les forces du Mali se reconstituent et que les pays voisins qui veulent partager à cette action se rassemblent. Et puis, il faut évidemment que l'ensemble de la région et la communauté internationale apportent leur soutien. Et, c'est là que la France joue son rôle de facilitateur, non pas à la place des Africains, il n'en est pas question, mais au soutien des Africains et pour la paix. », explique le ministre français des Affaires étrangères.

La circulaire Guéant décriée

La veille de cette rencontre avec le président sénégalais, Laurent Fabius a rencontré les jeunes du collectif "Yen a marre". Ambassadeur de la « présidence normale », thème de campagne de François Hollande, Laurent Fabius s'est rendu dans les rues sablonneuses de la banlieue de Dakar, aux parcelles assainies, pour y rencontrer les jeunes du collectif "Y en a marre", en pointe de la contestation contre un troisième mandat d'Abdoulaye Wade, l'ancien président sénégalais. Au quartier général du Mouvement, le ministre a salué « l'exemple » que montre le collectif.

« Ce que vous faites peut être un exemple parce qu'il faut que les jeunes et les moins jeunes se prennent en main, dit-il. La réussite d'un gouvernement ce n'est pas uniquement le gouvernement. Il faut que chacun se demande ce qu'il peut faire pour son pays », affirme Laurent Fabius. Soucieux de se démarquer des errements du passé, notamment en Tunisie, le ministre français des Affaires étrangères explique qu'il faut éviter de « rester enfermé dans les palais officiels et de se couper de la population ». « C'est vrai en ce qui concerne la France, c'est vrai en ce qui concerne le Sénégal, poursuit le chef de la diplomatie française, et ici j'ai le sentiment que c'est le cœur du Sénégal qui bat et j'ai eu envie d'écouter le cœur du Sénégal battre, conclue-t-il. »

Interpellé par le coordinateur de "Y en a marre" Fadel Barro, sur la question des visas, Laurent Fabius n'a pas manqué de tacler Nicolas Sarkozy et son gouvernement, en évoquant la très controversée **circulaire Guéant**. Le texte de loi, qui restreignait la possibilité pour les étudiants étrangers diplômés de travailler en France, a été récemment abrogé par Manuel Valls, le nouveau ministre français de l'Intérieur.

« Je ne suis pas là pour faire de la politique ou critiquer nos prédécesseurs, mais il y avait eu une circulaire qui s'appelait la circulaire Guéant qui disait : vous pouvez venir, mais vous ne pouvez pas travailler », raconte le chef de la diplomatie française face à un public conquis. « C'était non seulement injuste, mais assez imbécile à mon avis parce que le monde dans lequel nous vivons, le monde qui va se développer, c'est un monde de brassage, de métissage et d'échanges », poursuit-il.

Laurent Fabius s'est envolé pour le Tchad, dernière étape de cette tournée en Afrique de l'Ouest.